

COMMENTAIRES DE LA REPRESENTATION PERMANENTE DU SENEGAL SUR LE PROCESSUS DE CONVERGENCE DES POLITIQUES DU CSA SUR L'AGROECOLOGIE ET LES AUTRES APPROCHES INNOVANTES

Une fois de plus, nous remercions le Secrétariat du CFS, les points focaux techniques des RBA et Son Excellence l'Ambassadeur Emadi pour l'élaboration de cette Note du Rapporteur qui synthétise les idées que nous essayons de nous partager dans le cadre de ce processus de convergence des politiques sur l'Agroécologie et les autres approches innovantes.

Nous rappelons aussi l'importance de **traduire les documents** à temps dans toutes les langues des Nations unies. Le déficit ou l'absence presque totale de contributions sur les premiers inputs faites par des pays en développement, notamment ceux de l'Afrique francophone, sont liés, en partie, à cette non traduction des documents de travail.

Concernant le document et notamment le titre, nous sommes favorables à un langage assez ambitieux, qui ferait référence à la nécessité de la **transformation des systèmes alimentaires**. L'idée dans ce processus c'est, en effet, de passer sans complexe des systèmes alimentaires non durables que l'on a actuellement vers des systèmes fondés sur des approches respectueuses des principes de la durabilité.

Ensuite dans le fonds, nous aimerions, **que les autres approches innovantes soient identifiées et clairement définies**, comme proposée par la Hongrie et d'autres Missions. Nous le disions le 27, ces approches devront être **conformes à l'esprit de l'Agroécologie**.

Concernant les sources des recommandations, nous faisons confiance au HLPE et à ses publications et pensons que ses recommandations devraient rester les références principales de nos travaux dans le cadre de ce processus.

Sur l'empreinte écologique, qui est pour nous un principe fondamental pour réaliser la transition souhaitée vers des systèmes alimentaires durables, il serait souhaitable que des actions concrètes soient proposées pour non seulement la mesurer et en connaître les impacts positifs et négatifs mais aussi et surtout pour la rendre conforme, dans tous les pays, à l'objectif de construire des chaînes de valeur durables. Une taxation des systèmes de production et de transformation les plus pollueurs ne serait pas une mauvaise recommandation.

Par ailleurs, le Sénégal souhaiterait qu'il y ait un **principe de solidarité** visant à équilibrer les efforts de transition entre pays en développement et pays

développés. Concrètement il s'agirait d'inscrire dans les recommandations un **assouplissement des mesures de limitation de l'empreinte écologique en faveur des pays en développement**, dont on sait que la leur est jusqu'ici très minime. Cela ne serait pas nouveau car des recommandations similaires existent déjà dans divers autres instruments internationaux (Accord de Paris sur le Climat).

Relativement aux subventions et incitations agricoles (2.a.) : nous voudrions proposer une recommandation plus favorable pour les pays en développement. Tout le monde sait que ces subventions et incitations sont positives pour l'économie et la durabilité agricoles des pays en développement et qu'elles sont le meilleur levier pour lancer une révolution verte durable dans ces pays et dans le monde. Elles existent déjà dans d'autres pays et y ont fait leur preuve, même si leur usage n'a pas toujours été en faveur d'une agriculture et des systèmes alimentaires durables. D'ailleurs, le HLPE recommande de poursuivre les subventions et incitations agricoles mais de les rediriger vers des systèmes alimentaires durables (Rapport 2019 du HLPE, Recommandation 2.a.i.).

En outre, nous nous félicitons de la prise en compte du **commerce (2.b.)** dans les recommandations, car c'est là un pilier fondamental du système de l'économie agricole globale. Une recommandation y relative renforçant la rentabilité des produits agroécologiques serait salutaire.

Enfin, nous nous félicitons de l'idée d'accroître les **investissements dans la recherche agroécologique** et aussi de l'approche combinant science et connaissances locales. Nous plaidons vivement pour que des efforts soient également consentis en faveur des pays en développement qui ont un potentiel énorme en recherche développement agricole, étant donné leur capital très riche en connaissances expérimentales non systématisées mais absolument valables. La création d'instituts agroécologiques dans ces pays favoriserait cet important dialogue entre les sciences dures et les savoirs traditionnels et autochtones.

Vive le CFS ! Avec nos remerciements et notre engagement renouvelés.